

L'impact de la crise sanitaire sur l'accès à l'énergie : quelles réponses aux vulnérabilités énergétiques ?

Printemps de l'économie

E-café

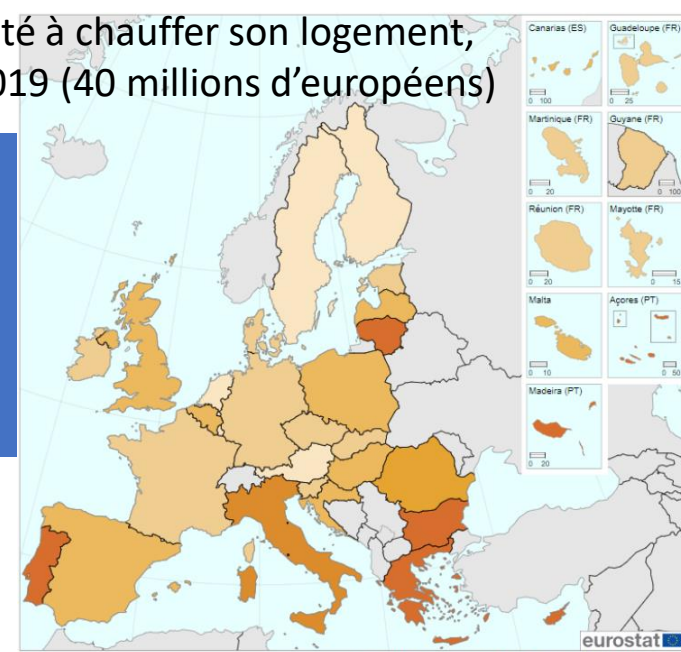
11 juin 2020

Rachel Guyet, CIFE

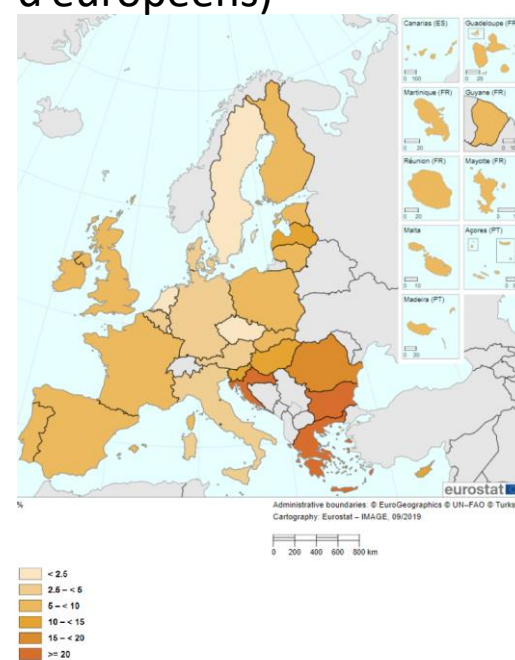
Accès à l'énergie et confinement

- La précarité énergétique est l'incapacité de certains ménages d'atteindre un niveau adéquat de services énergétiques dans son logement (sur/sous consommation, paiement des factures, ressenti froid/chaleur, mauvaise qualité du logement etc.)
- Les mesures de confinement ont montré l'importance de garantir l'accès aux services essentiels pour surmonter cette période (accès à un logement de bonne qualité, abordable) et pour rester en bonne santé physique et mentale (accès à l'eau, à l'énergie, à internet)

Incapacité à chauffer son logement, EPOV 2019 (40 millions d'européens)

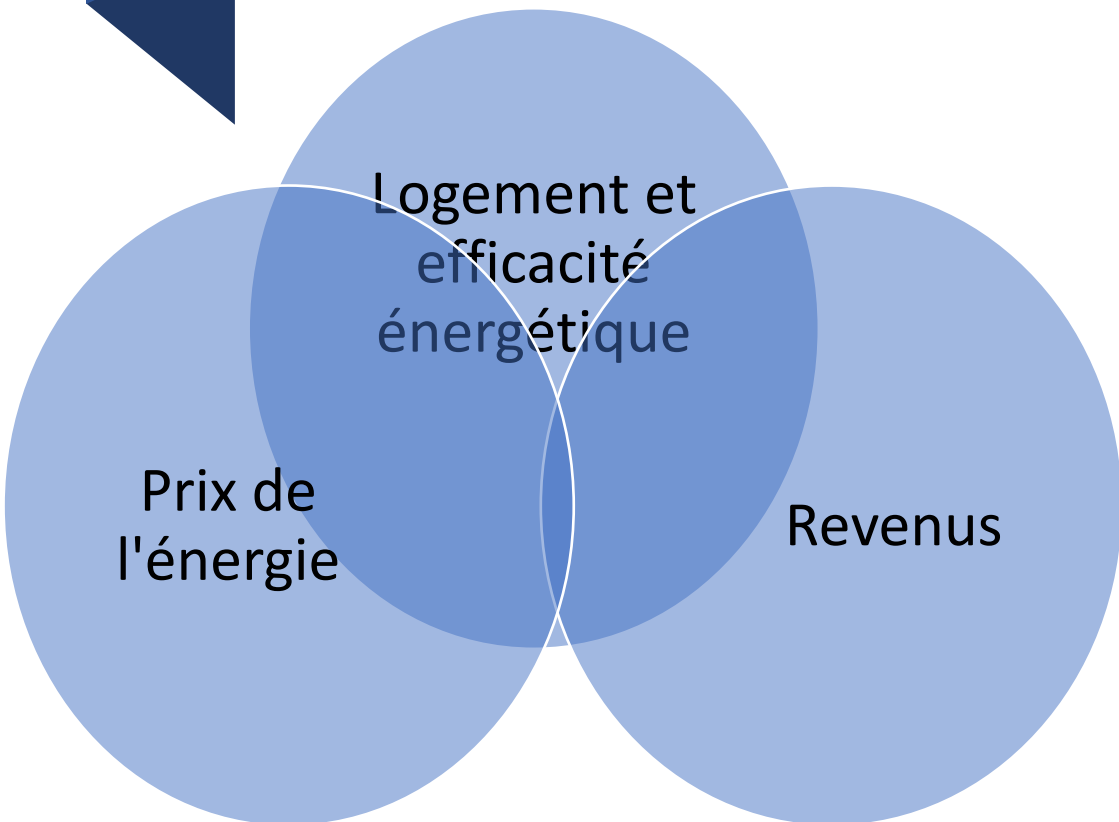


Impayés, EPOV 2019 (35,9 millions d'européens)

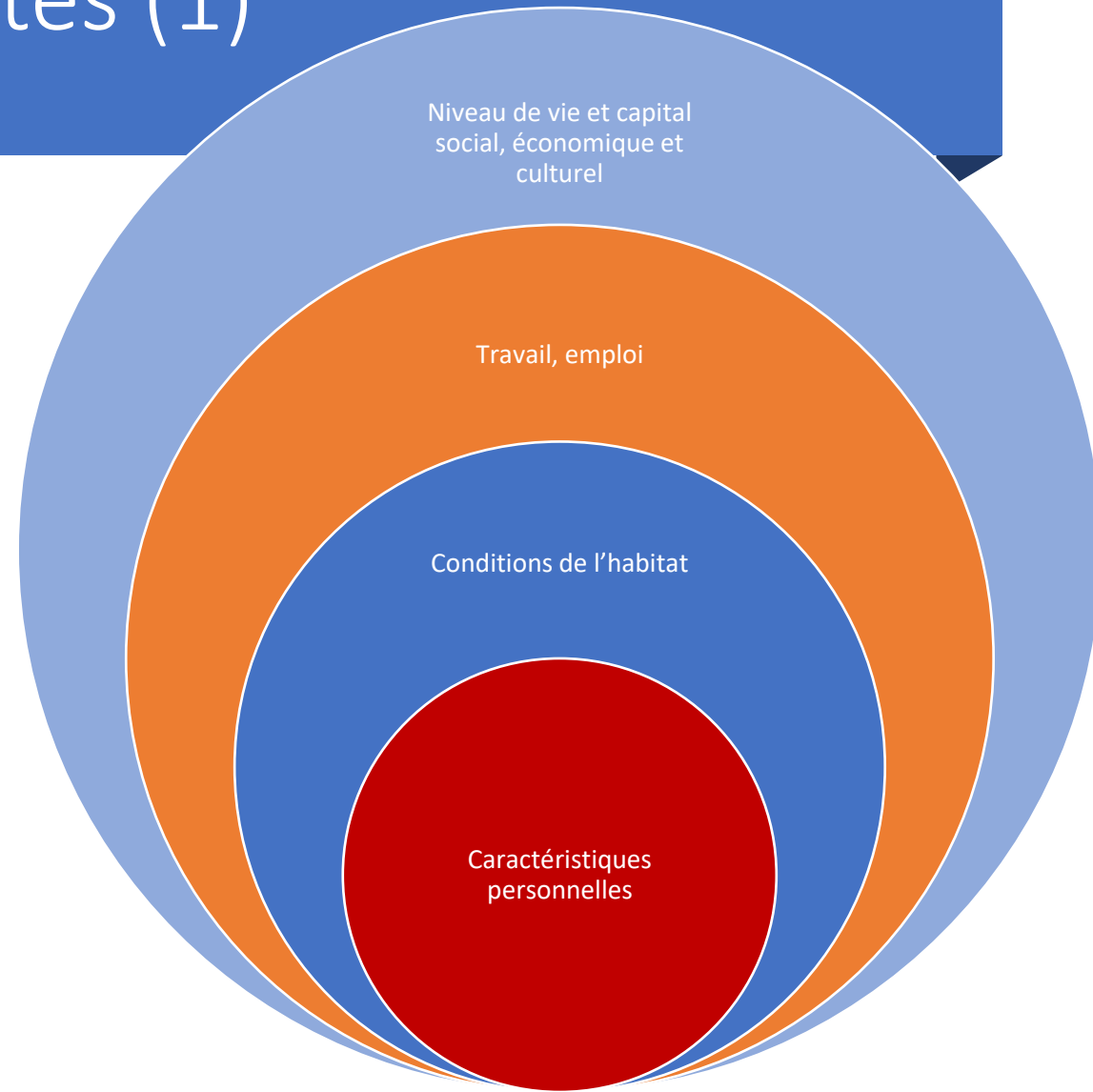


En France, près de **7 millions** de personnes étaient touchées par la précarité énergétique en 2018. **11,7 % des Français** ont dépensé plus de 8 % de leurs revenus pour payer leur facture énergétique (+12,4% / 2018). **15 % des Français** ont déclaré avoir souffert du froid au cours de l'hiver 2018 (ONPE, 2020)

Aggravation des vulnérabilités (1)



Crise



Aggravation des vulnérabilités (2)



Électricité : 554 240 interventions
+ 24 % par rapport à 2018

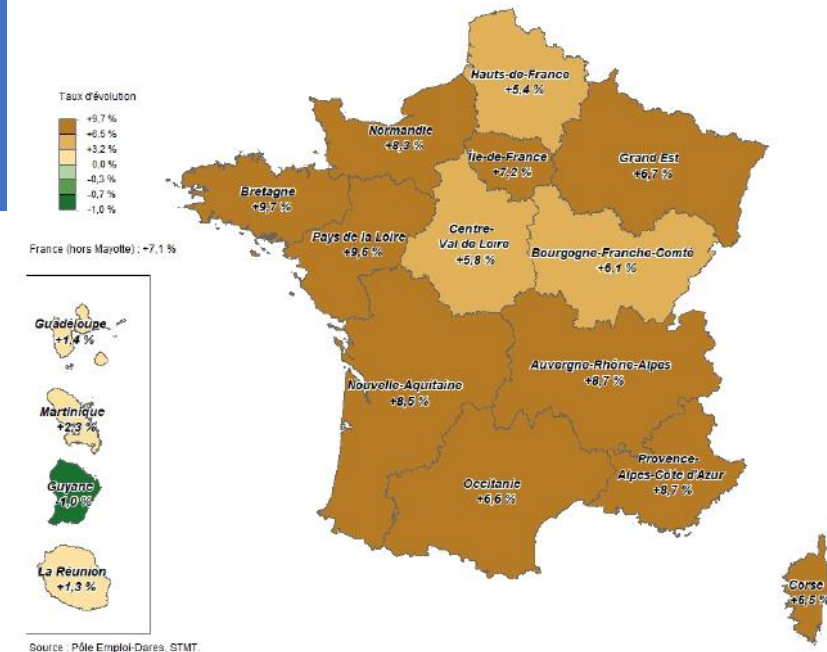


Gaz : 118 160 interventions
+ 16 % par rapport à 2018

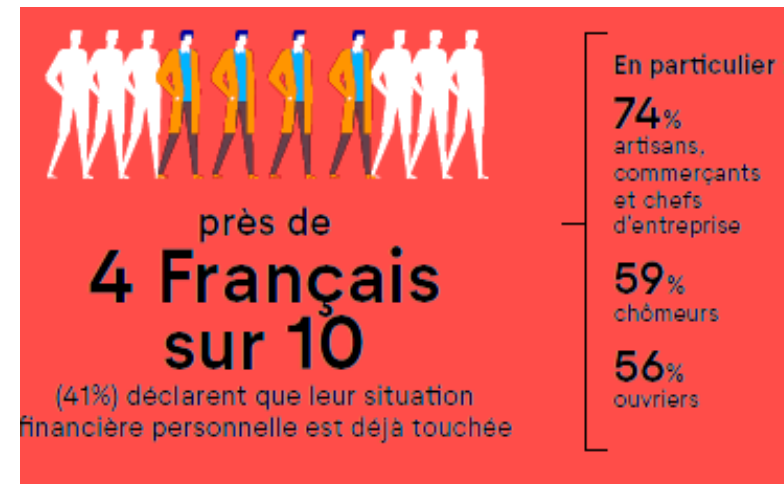
MNE, 2020

Quelques données chiffrées :

- **7 millions** d'européens reçoivent une menace de coupure d'énergie tous les ans
- Hausse de **17% des interventions pour impayés** en France entre 2018 et 2019 avant la crise
- Avec la crise, en Ecosse **1 enfant sur 5** est confronté au risque de précarité alimentaire et énergétique
- +22% d'inscription au chômage en France, +31% pour les jeunes, +13% en Allemagne en avril
- 41% des français déclarent une **détérioration de leur situation financière** suite à la crise, dont 74% d'artisans, commerçant et petits entrepreneurs
- Aggravation des **disparités territoriales**



Source Pôle-Emploi, Dares



Source : 9ème édition du Baromètre annuel COFIDIS / CSA

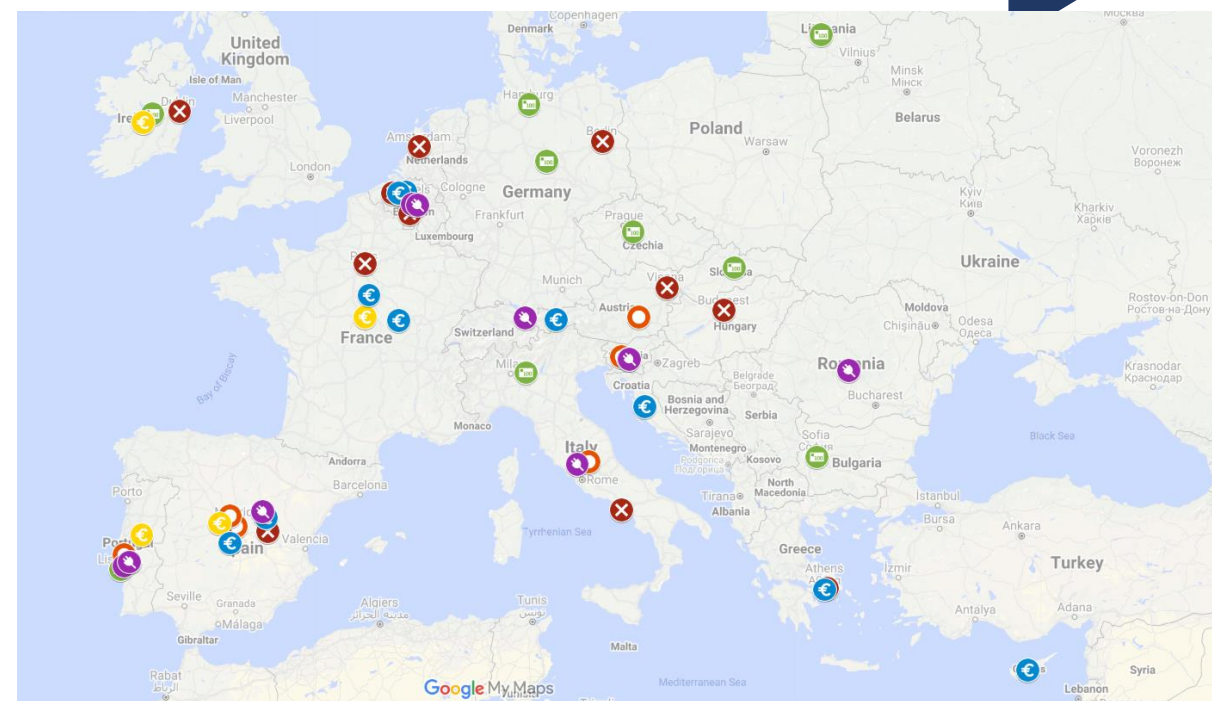
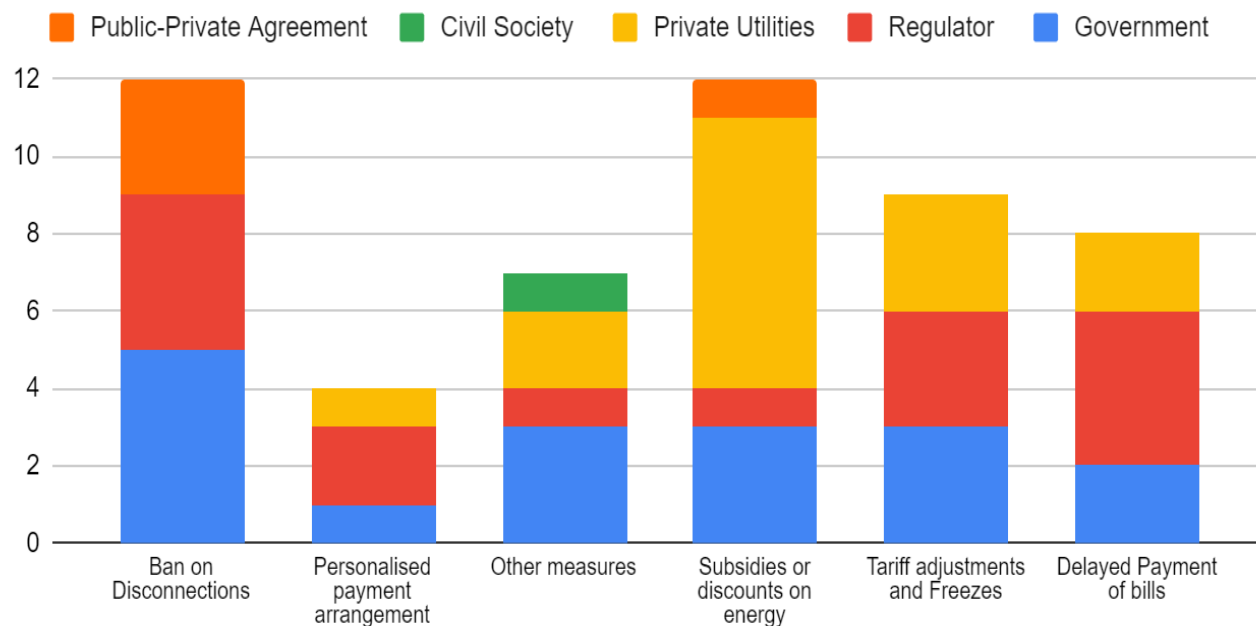
Mesures d'urgence pendant la crise

Une motivation essentielle : maintenir l'accès aux services énergétiques pour tous les consommateurs

Un traitement régional différencié

De nouvelles solidarités

Un pas vers une reconnaissance de l'énergie comme service essentiel ?



[ENGAGER-Map on Energy Poverty Emergency Measures during the COVID-19 pandemic](#)

La transition énergétique peut-elle être un levier d'action pour lutter contre la précarité énergétique ?

- Réduction des émissions de CO2
- Amélioration de l'efficacité énergétique, notamment rénovation énergétique et équipements
- Déploiement des énergies renouvelables, notamment solaire PV et solaire thermique

Les moyens d'action

- Ingénierie financière adaptée pour les ménages (frais initiaux) à la pérennité des Business models des entreprises
- Un accompagnement personnalisé et global des ménages
- Des partenariats territoriaux
- Mise à disposition et accès à l'information
- Un dimensionnement des technologies et des mesures d'efficacité énergétique adapté aux besoins
- Autoconsommation collective, communautés énergétiques

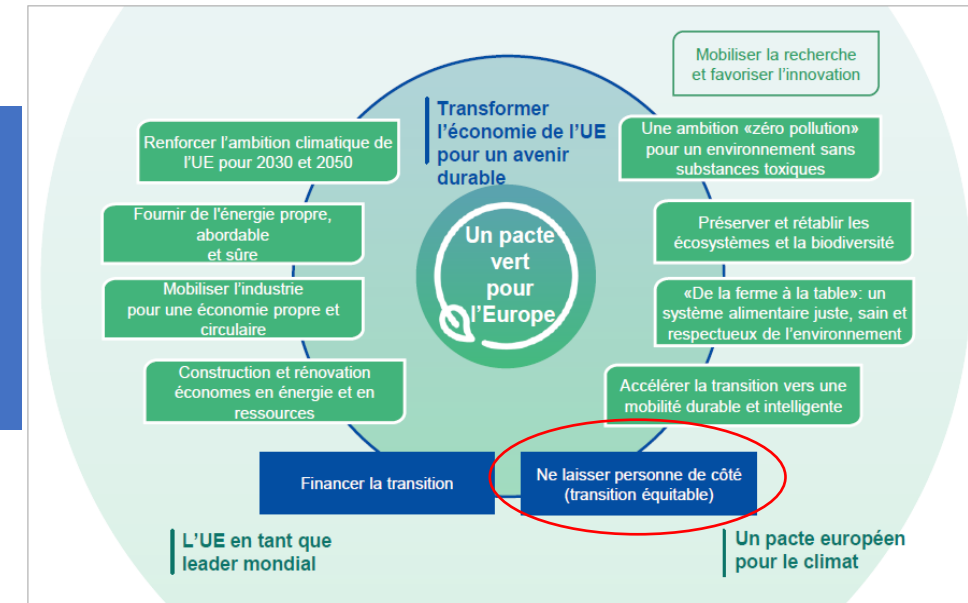
Les co-bénéfices escomptés

- Une participation plus large et inclusive
- Baisse de la consommation / Changement des comportements de consommation
- Meilleure couverture des besoins
- Amélioration de la santé, de la qualité de l'air et de la vie
- Réduction des vulnérabilités lié à l'habitat
- Réduction des émissions de CO2
- Baisse de la facture d'énergie, protection durable contre les hausses de prix de l'énergie
- Meilleur partage des coûts / bénéfices de la transition énergétique
- Créations d'emplois

Quels obstacles en Europe ?

- La précarité énergétique est perçue comme un domaine relevant de la compétence sociale mais non énergétique
- PNEC : une occasion manquée ?
- Financement et capacité d'investissement dans les objectifs bas carbone en période de crise ?
- Une efficacité seulement si le dimensionnement est adapté aux besoins et les risques d'effets indésirables sont éliminés

Conclusion



- La précarité énergétique ne peut être traitée séparément des politiques énergétiques, de logement, de développement urbain, sociales ou d'emploi
- La crise a montré que l'accès aux services énergétiques était crucial, comment penser l'énergie comme un service essentiel ? Faut-il penser un droit à l'énergie et dans ce cas, comment le mettre en œuvre ?
- Peut-on penser une transition énergétique « juste » qui puisse servir de levier à la lutte contre la précarité énergétique ?
- Dans la mesure où les secteurs de la transition énergétique sont également affectés par la crise, le Green Deal Européen pourra-t-il consolider la transition énergétique comme le cadre d'action de la lutte contre la précarité énergétique et du redressement économique ?

Merci de votre attention

Q&A

rachel.guyet@cife.eu